



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2015

SOMMAIRE

Rapport semestriel d'activité

Contexte

Investissements et arbitrages réalisés au 1^{er} semestre 2015

Evolution de la dette et gestion du risque de taux

Gestion locative et immobilière

Commentaires sur les résultats et résultats par action

Perspectives et risques sur le semestre à venir

Comptes et notes annexes

Déclaration des personnes physiques responsables du rapport financier semestriel

Rapport du Commissaire aux Comptes

Rapport semestriel d'activité

Contexte

La conjoncture économique en France a amorcé une légère amélioration au premier semestre 2015 soutenue notamment par une reprise de la consommation des ménages au premier trimestre. L'effet conjugué de la politique monétaire de la BCE poussant les taux d'intérêts à des niveaux extrêmement faibles, de la baisse des prix du pétrole et de la baisse de l'euro ont favorisé cette amélioration. Ces conditions devraient permettre une poursuite de la reprise modérée au deuxième semestre même si celle-ci ne crée pas d'emploi et reste fragile, toujours freinée par des investissements trop faibles et une incertitude croissante sur le rythme de la croissance mondiale.

Dans ce contexte, l'activité du marché de l'investissement en immobilier d'entreprises affiche une performance mitigée au 1er semestre 2015 avec 7 milliards d'euros engagés, en baisse de 40 % sur un an (Source CB Richard Ellis). Cette contre-performance s'explique notamment par un nombre limité de grosses opérations. La part de marché des murs de commerces dans l'investissement en immobilier d'entreprise ressort à 20 %, en repli par rapport à l'an passé (30%). Ce segment reste caractérisé par l'attractivité des emplacements « prime », les acquéreurs potentiels se focalisant sur des biens très sécurisés et loués à des valeurs de marché.

Dans cet environnement, SELECTIRENTE s'est employée au cours du premier semestre à poursuivre ses actions de gestion locative pour optimiser le taux d'occupation du patrimoine, et à réduire son coût de la dette par des opérations de refinancement dans un contexte de taux d'intérêt toujours très favorable.

Investissements et arbitrages du semestre

Investissements

Au cours du premier semestre 2015, SELECTIRENTE a acquis les murs de trois commerces de centre-ville, principalement à Paris, pour un prix de revient total de 1 344 K€ :

- une boutique de vente de jouets à l'angle de l'avenue Niel et de la rue Rennequin à Paris (17^e), louée à l'enseigne « Le bonhomme de bois » pour un prix de revient de 680 K€ ;
- un café-restaurant rue Lambert à Paris (18^e), pour un prix de revient de 416 K€ ;
- une agence d'assurance « AXA » rue du Portail Matheron à Avignon (84), pour un prix de revient de 248 K€.

La rentabilité nette immédiate moyenne de ces investissements s'élève à 5,4 %.

Des engagements d'achats portant sur treize murs de commerce de centre-ville à Paris, Toulouse et Angers étaient signés au 30 juin 2015 pour un prix de revient global de 11,3 M€. Pour certains de ces engagements, la purge des droits de préférence des locataires (loi Pinel) est en cours.

A titre accessoire, SELECTIRENTE a investi de manière indirecte en usufruits temporaires de parts de la SCPI IMMORRENTE à hauteur de 17 K€.

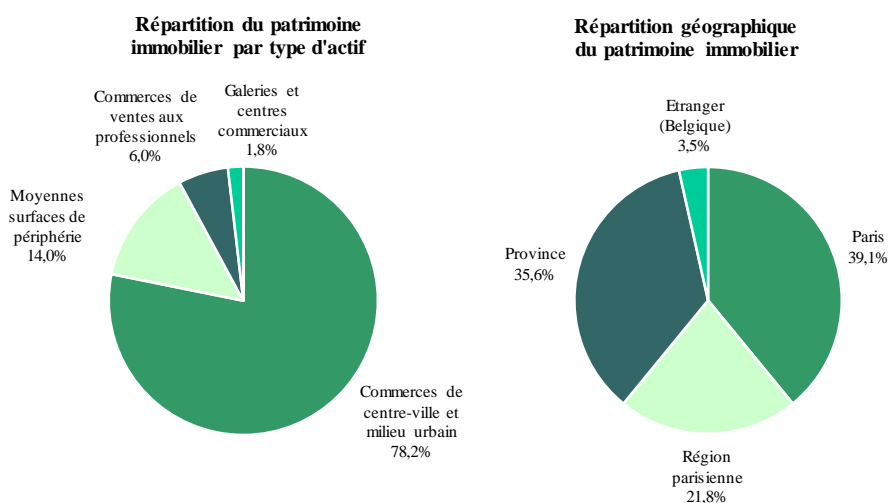
Arbitrages

Au cours du premier semestre 2015, SELECTIRENTE a cédé deux commerces vacants à Corbeil-Essonnes (91) pour un prix net vendeur total de 424 K€, générant une plus-value distribuable de 31 K€. La plus-value globale distribuable est constituée à hauteur de -15 K€ en résultat de l'exercice et à hauteur de 45 K€ sur le poste « écart de réévaluation » en capitaux propres.

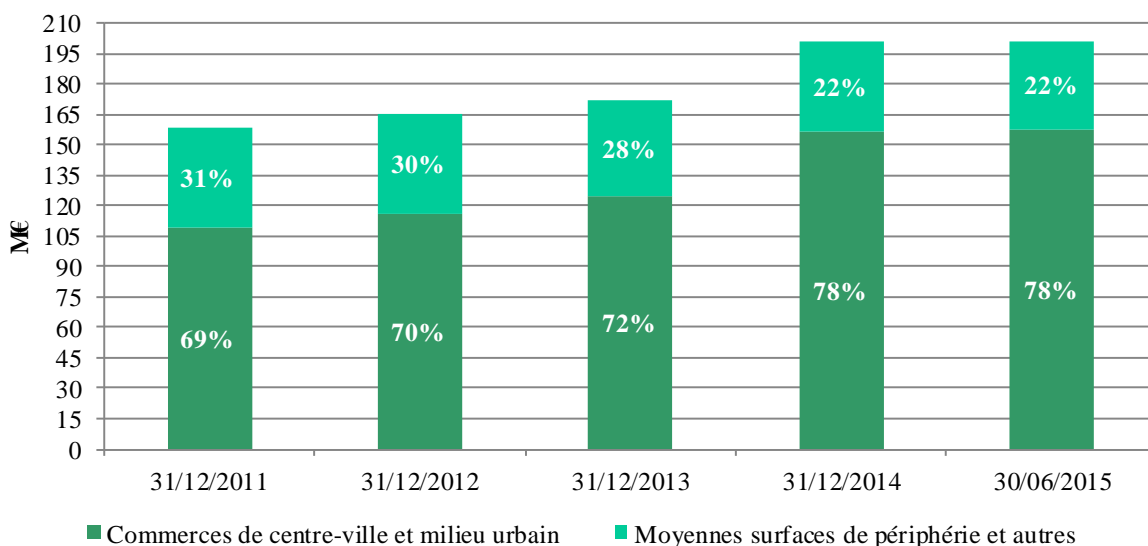
La Société est par ailleurs sous promesse pour une cession de 742 K€ net vendeur, et engagée dans des cessions supplémentaires à hauteur d'environ 5,5 M€ d'ici fin 2015 / début 2016. Ces ventes pourront s'accompagner de plus-values significatives.

Composition du patrimoine

Le patrimoine immobilier de SELECTIRENTE, constitué de 381 murs de commerces, s'élève à 201,3 millions d'euros au 30 juin 2015 (sur la base des valeurs d'expertises au 31 décembre 2014 ou à défaut des prix d'acquisition hors droits et hors frais). Il est principalement constitué de commerces de centre-ville à Paris et en région parisienne, et se décompose de la manière suivante :



Evolution du patrimoine immobilier en direct



Evolution de la dette et gestion du risque de taux

SELECTIRENTE a procédé au deuxième trimestre à deux refinancements pour un montant total de 9,1 M€ (8,3 M€ de liquidités nouvelles). L'un porte sur un portefeuille de 22 actifs pour un montant de 5,1 M€ (au taux fixe de 2,60 % sur 13 ans avec un différé d'amortissement de 4 ans), l'autre porte sur deux ensembles immobiliers parisiens pour un montant de 4,0 M€ brut (3,2 M€ après remboursement des dettes résiduelles, au taux fixe de 2,15% sur 15 ans).

Conformément à la politique d'endettement de SELECTIRENTE, les garanties octroyées dans le cadre de ces financements consistent en de simples hypothèques conventionnelles, sans *covenant* financier sur la Société.

Compte tenu de la situation sur les taux d'intérêt, la Société a par ailleurs engagé des discussions avec ses principaux partenaires bancaires en vue d'obtenir une révision à la baisse des taux fixes applicables à certains emprunts existants. Les discussions ayant d'ores et déjà partiellement abouti permettront une économie dès le second semestre mais qui ne jouera pleinement qu'en 2016 (114 K€ en année pleine).

Au 30 juin 2015, la dette bancaire brute ressort à 94,6 millions d'euros contre 89,7 millions d'euros au 31 décembre 2014. Son coût moyen ressort à 3,10 % sur le semestre contre 3,21 % en 2014 et le taux d'intérêt instantané ressort à 3,03 % au 30 juin 2015.

Le ratio *loan to value* (endettement brut rapporté à la valeur d'expertise hors droits des actifs au 31 décembre 2014 corrigée de la valeur des acquisitions et des cessions réalisées en 2015) se situe à 45,5% au 30 juin 2015 (52,2 % après prise en compte de l'OCEANE) contre 43,3 % à la fin du précédent exercice (50,5 % après prise en compte de l'OCEANE).

L'exposition de SELECTIRENTE au risque de taux évolue de la manière suivante :

<i>En euros</i>	Au 31.12.2014	Au 30.06.2015
Encours de la dette bancaire	89 684 880	94 647 704
% dette à taux variable non couverte	25,1%	27,6%
% dette à taux variable capée ⁽¹⁾	10,9%	4,1%
% dette à taux variable swapée	6,7%	5,9%
% dette à taux fixe	57,2%	62,3%
Coût moyen de la dette sur l'exercice	3,21%	3,10%

(1) Des caps pour un montant total de 4,5 M€ ont pris effet à compter du 1^{er} janvier 2015 pour 3 ans

Au 30 juin 2015, la part d'emprunts à taux variable est de 31,7 % ramenée à 27,6 % après prise en compte des caps de taux et à 24,1 % après prise en compte de l'OCEANE.

Sur la base de la dette au 30 juin 2015, de la situation des taux à cette date et des couvertures en place, une hausse moyenne des taux d'intérêt de 100 points de base au-delà de l'EURIBOR 3 mois constatée au 30 juin 2015 (- 0,014%) aurait un impact négatif de 292 K€ sur le résultat de la société en année pleine.

Au cours du premier semestre, SELECTIRENTE a reçu des demandes de conversion portant sur 15 983 OCEANE, ces demandes ont été servies en actions existantes par transfert d'actions autodétenues dans le cadre du programme de rachat d'action. Au 30 juin 2015, le nombre d'OCEANE restant en circulation s'élève à 208 783, représentant un montant nominal de 13 153 K€.

Gestion locative et immobilière

Depuis le début de l'exercice, les actions menées en matière de gestion locative (relocations, renouvellements et cessions avec déspecialisation de baux) ont concerné onze locaux commerciaux. Elles permettront en année pleine (2016) une progression des loyers annuels des commerces concernés de +6,8 % pour atteindre 685 K€ et d'encaisser une indemnité de déspecialisation de 5 K€.

Les relocations du semestre ont notamment porté sur un magasin rue de la Liberté à Dijon représentant 1,9 % des loyers en année pleine. Ce magasin, vacant depuis juillet 2014 (ex Librairie du Savoir), a été reloué à l'enseigne Bio C Bon avec une prise d'effet le 15 avril 2015. Toutefois, une franchise de loyer a été accordée à ce nouveau locataire en contrepartie de la prise en charge par celui-ci des travaux de rénovation de l'immeuble ; cette relocation ne produira son plein effet qu'en 2016.

	<i>Nombre</i>	<i>Surface m²</i>	<i>Loyers annuels précédents (€)</i>	<i>Loyers annuels obtenus (€)</i>
Renouvellements de baux	6	2 661	325 791 €	330 703 €
Relocations	5	2 348	315 801 €	354 375 €
Cessions de baux avec déspecialisation	-	-	- €	- €
TOTAL	11	5 008	641 592 €	685 078 €
Locations				- €
Indemnités de déspecialisation ou droits d'entrée				5 000 €

Le taux d'occupation financier moyen du semestre écoulé s'établit à 93,9 %.

Le montant des gros travaux et des dépenses d'entretien non refacturables (constatées en charges ou en nouveau composant immobilisé selon leur nature) s'est élevé à 254 K€ au 1^{er} semestre 2015 et a principalement concerné les biens suivants :

- la réfection de la toiture du magasin Kiloutou de Quetigny (21) pour 79 K€,
- les travaux de renforcement de la structure du magasin « La Plateforme du Bâtiment » d'Alfortville (94) pour 24 K€,
- le ravalement de la façade de l'actif rue des Bourguignons à Bois Colombes (92) pour 19 K€,
- la réfection de la couverture du magasin place Nicolas Poussin aux Andelys (27) pour 16 K€,
- les travaux de désamiantage du magasin rue de la Liberté à Dijon (21) pour 15 K€, permettant sa relocation.

Commentaires sur les résultats

<i>CHIFFRES CLES</i>	<i>En milliers d'euros</i>			<i>En euros par action ⁽¹⁾ (base totalement diluée)</i>				
	<i>1S14</i>	<i>2S14</i>	<i>1S15</i>	<i>1S14</i>	<i>2S14</i>	<i>1S15</i>	<i>Var 1S15 / 1S14</i>	<i>Var 1S15 / 2S14</i>
	Revenus locatifs bruts	6 894	7 066	7 130	4,08	4,19	4,26	+ 4,5%
- Charges immobilières	-340	-365	-391	-0,20	-0,22	-0,23	+ 16,2%	+ 8,1%
- Charges d'exploitation	-786	-1 074	-903	-0,47	-0,64	-0,54	+ 16,0%	- 15,2%
- Dotations nettes / amort. et prov.	-2 221	-2 274	-2 521	-1,31	-1,35	-1,51	+ 14,6%	+ 11,8%
- Charges financières nettes	-1 570	-1 723	-1 656	-0,74	-0,83	-0,81	+ 9,8%	- 2,0%
- Impôt sur résultat courant	71	-16	0	0,04	-0,01	0,00	N/S	N/S
Résultat courant après impôt	2 047	1 614	1 660	1,40	1,15	1,17	- 16,5%	+ 1,9%
Plus-values sur cessions	890	175	-15	0,53	0,10	-0,01	N/S	N/S
Dépréciations d'actifs et autres	82	-402	-157	0,05	-0,24	-0,09	N/S	N/S
Résultat net	3 019	1 387	1 488	1,97	1,01	1,06	- 46,1%	+ 5,3%
Cashflow courant (CAF)	4 431	3 988	4 043	2,77	2,51	2,55	- 7,8%	+ 1,7%

(1) Rapporté au nombre moyen d'actions sur le semestre.

N/S : non significatif

Au 1^{er} semestre 2015, SELECTIRENTE affiche des revenus locatifs bruts de 7 130 K€, en hausse de 3,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2014. Cette progression est principalement le fruit des investissements réalisés en 2014 et au 1^{er} semestre 2015.

Le cashflow courant par action* progresse de + 1,7 % par rapport au dernier semestre, profitant notamment de la hausse des revenus locatifs et de conditions de financement toujours favorables.

* Base totalement diluée

Le résultat net du semestre, en baisse sensible, n'est cependant pas représentatif de l'exercice en cours car impacté par des éléments non récurrents : principalement 157 K€ de frais de refinancement, un taux d'occupation ponctuellement abaissé (effet de relocations attendu au 2^e semestre) et une absence de plus-values sur cessions (arbitrages également prévus au 2^e semestre).

Perspectives et risques sur le semestre à venir

Suite à l'approbation de l'ensemble des résolutions par l'Assemblée Générale du 27 mai 2015, un dividende de 2,75 € par action a été mis en paiement le 3 juin 2015.

SELECTIRENTE entend profiter dès le second semestre 2015 et surtout à partir de 2016 des actions engagées en faveur d'une hausse du taux d'occupation financier, d'un coût de la dette encore optimisé et de plus-values dégagées sur des cessions d'actifs.

Comptes et notes annexes

ACTIF

BILAN AU 30 JUIN 2015

<i>En euros</i>	Brut	30 juin 2015 Amort / Prov	Net	31 décembre 2014 Net
Immobilisations Incorporelles				
Concession, Brevets	1		1	1
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	2 127 642	1 122 605	1 005 037	1 121 683
Immobilisations Corporelles				
Terrains	58 590 104		58 590 104	58 274 118
Constructions	137 773 314	29 048 318	108 724 997	109 916 268
Autres immobilisations corporelles				
Immobilisations en cours	410 362		410 362	665 724
Immobilisations Financières				
TIAP*	5 788 114		5 788 114	5 788 114
Créances rattachées à des TIAP				
Fonds de roulement	104 148		104 148	92 359
Autres immobilisations financières	379 907		379 907	1 384 254
ACTIF IMMOBILISE	205 173 593	30 170 923	175 002 670	177 242 521
Clients et comptes rattachés				
Créances locatives	180 472		180 472	13 027
Créances douteuses	1 445 875	1 029 275	416 600	757 921
Clients factures à établir	159 183		159 183	72 285
Locataires charges à rembourser	917 836		917 836	942 193
Autres créances				
Créances fiscales	64 853		64 853	110 528
Produits à recevoir	165 928		165 928	213 901
Débiteurs divers	65 645	65 645		2 929
Fournisseurs avances et acomptes	5 453		5 453	9 374
Trésorerie				
Valeurs mobilières de placement	754 103		754 103	190 426
Instruments de trésorerie	0		0	0
Disponibilités	4 801 456		4 801 456	1 327 071
Charges constatées d'avance				
	10 681		10 681	
ACTIF CIRCULANT	8 571 484	1 094 919	7 476 565	3 639 657
Prime de remboursement des Obligations	623 862		623 862	744 123
TOTAL GENERAL	214 368 939	31 265 842	183 103 097	181 626 301

* Titres immobilisés de l'activité de portefeuille

PASSIF

BILAN AU 30 JUIN 2015

<i>En euros</i>	30 juin 2015	31 décembre 2014
Capital social	23 453 888	23 453 888
Primes d'émission	16 631 405	16 618 614
Ecart de réévaluation	14 004 480	14 943 254
Ecart de réévaluation distribuable	5 645 371	4 706 598
Réserve légale	1 802 881	1 582 568
Réserve indisponible	95 878	37 030
Réserves réglementées		
Autres réserves	11 905	11 905
Report à nouveau	4 566 971	4 465 198
Résultat de l'exercice	1 487 692	4 406 271
CAPITAUX PROPRES	67 700 471	70 225 325
Provisions pour risques	60 000	60 000
Provisions pour charges	302 113	317 635
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	362 113	377 635
Emprunts		
Emprunts obligataires convertibles	14 216 752	15 059 322
Emprunts auprès des établissements de crédit	94 935 795	89 983 233
Dépôt de garantie	3 228 018	3 178 060
Concours bancaire		
Dettes		
Clients avoirs à établir	241 335	284 476
Clients créditeurs	444 906	510 715
Clients avances sur charges	973 672	961 860
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	348 630	481 300
Dettes fiscales et sociales	343 613	279 181
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Crediteurs divers	11 664	11 664
Autres dettes	296 128	273 532
Produits constatés d'avance		
DETTES	115 040 512	111 023 341
TOTAL GENERAL	183 103 097	181 626 301

COMPTE DE RESULTAT

<i>En euros</i>	30 juin 2015 (6 mois)	31 décembre 2014 (12 mois)	30 juin 2014 (6 mois)
Produits d'exploitation			
Loyers	6 709 532	12 993 977	6 473 042
Revenus des usufruits et participations	334 615	764 936	337 227
Revenus annexes	86 336	201 811	84 130
Chiffre d'affaires net	7 130 483	13 960 724	6 894 400
Charges locatives refacturables	452 783	857 623	436 832
Taxes refacturables	519 130	962 153	551 954
Commissions et courtages	1 028	69 647	29 607
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	137 041	626 827	196 901
Autres produits	2	5	1
Total des produits d'exploitation	8 240 468	16 476 978	8 109 695
Charges immobilières			
Charges locatives non refacturables	124 791	240 081	93 674
Charges locatives refacturables	452 783	857 623	436 832
Entretien non refacturable	72 073	76 552	25 115
Impôts, taxes et versements assimilés			
Taxes non refacturables	91 494	200 545	106 698
Taxes refacturables	519 130	962 153	551 954
Autres impôts	102 789	187 994	114 544
Autres achats et charges externes			
Rémunération de la société de gestion	568 009	1 096 866	551 893
Honoraires	254 742	374 135	193 336
Assurances	1 915	38 210	9 051
Services bancaires	29 431	50 200	28 672
Autres achats	10 066	23 591	13 153
Dotations d'exploitation			
Dotations aux amortissements	2 368 143	4 567 161	2 191 961
Dotations aux provisions pour créances douteuses	242 490	461 508	180 929
Dotations aux provisions pour gros entretien	47 202	93 796	45 392
Dotations aux provisions pour risques			
Dotations aux provisions pour Charges à Répartir			
Autres charges d'exploitation (dont créances irrécouvrables)	39 800	347 180	20 002
Total des charges d'exploitation	4 924 860	9 577 594	4 563 205
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 315 609	6 899 385	3 546 490
Produits sur créances rattachées à des participations			
Produits nets sur cessions de VMP et Actions	20 435	78 106	60 801
Produits nets sur cessions des immobilisations financières			
Autres intérêts et produits assimilés	7 700	50 916	38 119
Reprises sur provisions et transferts de charges			
Total des produits financiers	28 135	129 022	98 920
Intérêts et charges assimilés	1 527 147	3 039 929	1 488 344
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		16 113	400
Charges nettes sur cessions des immobilisations financières			
Autres intérêts et charges assimilés	87 845	217 149	106 039
Dotations aux amortissements et aux provisions	69 027	148 919	74 412
Total des charges financières	1 684 018	3 422 111	1 669 195
RESULTAT FINANCIER	- 1 655 883	- 3 293 089	- 1 570 275
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	1 659 726	3 606 295	1 976 216
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 882	30 686	2 429
Produits exceptionnels sur opérations en capital	424 000	3 881 828	3 241 828
Reprise sur provisions et transferts de charges	62 152	185 032	150 366
Total des produits exceptionnels	490 034	4 097 547	3 394 623
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	159 499	10 381	9 587
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	438 632	2 817 359	2 352 308
Dotations aux amortissements et provisions	63 937	524 946	60 897
Total des charges exceptionnelles	662 068	3 352 686	2 422 792
RESULTAT EXCEPTIONNEL	- 172 034	744 861	971 831
Impôts sur les bénéfices		55 115	71 051
BENEFICE OU PERTE	1 487 692	4 406 271	3 019 098

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

<i>En euros</i>	30 juin 2015 (6 mois)	31 décembre 2014 (12 mois)	30 juin 2014 (6 mois)
Résultat de l'exercice	1 487 692	4 406 271	3 019 098
Dotations nettes aux amortissements et provisions	2 540 300	5 076 760	2 301 466
Plus ou moins-values de cessions nettes d'impôts	14 632	- 1 064 469	- 889 520
Capacité d'autofinancement	4 042 624	8 418 562	4 431 043
Variation du besoin en fonds de roulement	- 112 506	163 787	- 42 761
Impôt sur réévaluation des immobilisations			
Flux net de trésorerie généré par l'activité	3 930 118	8 582 349	4 388 282
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	- 17 959	- 517 140	-517 140
Acquisitions d'immobilisations corporelles	- 1 796 769	- 36 448 991	-25 621 692
Acquisitions d'immobilisations financières	-	- 1 049 048	
Cessions d'immobilisations corporelles nettes de frais et d'impôts	422 099	3 749 524	3 111 304
Cessions d'immobilisations financières nettes de frais et d'impôts			
Autres variations d'immobilisations	1 313 723	- 613 961	445 070
Flux net de trésorerie lié aux investissements	- 78 905	- 34 879 617	- 22 582 459
Variation de capital et primes d'émissions	12 792		
Dividendes versés aux actionnaires	- 4 025 337	- 3 808 323	- 3 808 323
Nouveaux emprunts contractés	9 910 000	21 898 000	15 438 000
Remboursements d'emprunts bancaires	- 4 947 176	- 7 715 256	- 3 817 712
Remboursement des obligations convertibles	- 1 019 721		
Variations des dépôts de garantie	38 169	344 593	241 546
Autres variations financières	218 029	35 091	294 549
Flux net de trésorerie lié aux financements	186 756	10 754 105	8 348 060
Variation de trésorerie	4 037 968	- 15 543 164	- 9 846 117
Trésorerie d'ouverture	1 517 592	17 060 756	17 060 756
Trésorerie de clôture	5 555 559	1 517 592	7 214 638
Variation de trésorerie	4 037 967	- 15 543 164	- 9 846 117

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

<i>en Euros</i>	Situation au 31/12/2013	Variation du capital	Affectation du résultat n-1	Autres mouvements	Situation au 31/12/2014
Capital Social	23 453 888				23 453 888
Primes d'émission	16 618 614				16 618 614
Ecart de réévaluation	15 279 384			- 336 130	14 943 254
Ecart de réévaluation distribuable	4 370 468			336 130	4 706 598
Réserve Légale	1 376 317		206 250		1 582 568
Réserve Indisponible	120 859		- 83 829		37 030
Autres réserves	11 905				11 905
Report à nouveau	4 270 936		194 262		4 465 198
Résultat de l'exercice	4 125 006		- 4 125 006	4 406 271	4 406 271
Capitaux Propres	69 627 376	-	- 3 808 323	4 406 271	70 225 325
Dividendes versés			3 808 323		
<i>en Euros</i>	Situation au 31/12/2014	Variation du capital	Affectation du résultat n-1	Autres mouvements	Situation au 30/06/2015
Capital Social	23 453 888				23 453 888
Primes d'émission	16 618 614			12 792	16 631 405
Ecart de réévaluation	14 943 254			- 938 774	14 004 480
Ecart de réévaluation distribuable	4 706 598			938 774	5 645 371
Réserve Légale	1 582 568		220 314		1 802 881
Réserve Indisponible	37 030		58 848		95 878
Autres réserves	11 905				11 905
Report à nouveau	4 465 198		101 772		4 566 971
Résultat de l'exercice	4 406 271		- 4 406 271	1 487 692	1 487 692
Capitaux Propres	70 225 325	-	- 4 025 337	1 500 484	67 700 471
Dividendes versés			4 025 337		

NOTES ANNEXES AUX COMPTES SEMESTRIELS

I - Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes arrêtés au 30 juin 2015 sont établis selon les principes du Plan Comptable Général. SELECTIRENTE n'établit pas de comptes consolidés et n'entre pas dans le champ d'application des normes IFRS.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base ci-après :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables,
- indépendance de l'exercice.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu sur l'exercice.

▪ Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat tout frais inclus). L'usufruit temporaire de parts de SCPI est amorti de façon linéaire sur la durée du démembrement.

▪ Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat tout frais inclus).

▪ Quote-part terrain et répartition par composant

Depuis le 1^{er} janvier 2005 et conformément au règlement du CRC 2002-10, la société comptabilise ses immobilisations selon la méthode par composants.

A compter du 1^{er} janvier 2007, SELECTIRENTE a décidé de porter la quote-part des terrains dans la valeur des pieds d'immeubles nouvellement acquis à 35 % contre 20 % auparavant. Le coût d'acquisition des immobilisations corporelles est par conséquent réparti de la manière suivante depuis le 1^{er} janvier 2007 :

	Commerces de centre-ville		Magasins de périphérie	
	quote-part valeur globale	quote-part composants	quote-part valeur globale	quote-part composants
Terrain	35%		20%	
Structure / Gros œuvre	65%	80%	80%	75%
Extérieurs (toiture, façade, ...)		15%		20%
Aménagements intérieurs et installations générales		5%		5%

- Réévaluation des immobilisations dans le cadre de l'adoption du régime fiscal SIIC à effet du 1^{er} janvier 2007

SELECTIRENTE a opté pour le régime fiscal SIIC à effet au 1^{er} janvier 2007. Dans le cadre de cette option et conformément à la possibilité qui lui était offerte, la Société a procédé à une réévaluation comptable de ses immobilisations corporelles et financières.

Durées d'amortissement à compter du 1^{er} janvier 2007

S'agissant des immeubles, la Société a décidé d'amortir chacun des composants réévalués au 1^{er} janvier 2007 sur la base des durées d'origine. Ces durées sont celles retenues lors de la mise en œuvre des composants le 1^{er} janvier 2005 à l'exception de la durée d'amortissement du composant gros œuvre des pieds d'immeubles qui passe de 40 ans précédemment à 60 ans à compter du 1^{er} janvier 2007. Cette évolution est conforme à la position de la Fédération des Sociétés Immobilières et Foncières et aux pratiques observées chez les principales foncières murs de commerces et/ou murs parisiens de la place.

Les méthodes d'amortissements sont donc les suivantes depuis le 1^{er} janvier 2007 :

Composants	Pieds d'immeubles		Magasins de périphérie	
	Mode	Durée	Mode	Durée
Structure / gros œuvre	Linéaire	60 ans	Linéaire	30 ans
Extérieurs (toiture, façade...)	Linéaire	15 ans	Linéaire	15 ans
Aménagements intérieurs et installations générales	Linéaire	10 ans	Linéaire	10 ans

- Perte de valeur

En cas d'indice de perte de valeur affectant un actif immobilier donné (contraction des flux nets de trésorerie générés, dégradation, baisse de la valeur d'expertise, ou chute significative de la valeur de marché, ...), un test de dépréciation est mené. Il conduit, le cas échéant, à constater une provision pour dépréciation dès lors que la valeur actuelle de l'actif concerné est sensiblement inférieure à la valeur nette comptable (hors quote-part de frais et droits non amortis). La valeur actuelle des immeubles est déterminée par la Société de Gestion, notamment sur la base des évaluations réalisées au 31 décembre de chaque année par des évaluateurs externes.

Au 30 juin 2015, aucun mouvement n'est à signaler sur les provisions pour dépréciation d'actifs qui sont par ailleurs détaillées au II des présentes annexes.

- *Immobilisations financières*

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût d'acquisition frais inclus.

En cas d'indice de perte de valeur, une provision pour dépréciation est constituée si la valeur vénale de l'actif concerné se révèle inférieure à sa valeur nette comptable hors frais d'acquisition. Aucune provision n'a été constituée à ce titre au 30 juin 2015.

- *Créances*

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Elles font l'objet d'une appréciation au cas par cas si le loyer ou les charges sont impayés depuis 6 mois, cette analyse conduisant à la constatation d'une provision pour dépréciation en fonction du risque encouru (créances HT diminuées du dépôt de garantie HT).

▪ *Prime de remboursement des obligations*

La prime de remboursement est amortie selon le mode linéaire sur la durée de vie de l'emprunt.

II - Notes sur les postes du bilan

▪ *Etat des immobilisations au 30 juin 2015*

IMMOBILISATIONS <i>en Euros</i>	31/12/2014 Valeurs Brutes	Augmentation		Diminution		30/06/2015 Valeurs brutes
		Réévaluation libre au 01/01/2007	Acquisitions, créations, apports	Virement poste à poste	Cessions, mise hors service	
Immobilisations incorporelles						
Frais d'établissement						1
Concession, Brevets	1					
Autres immobilisations incorporelles	2 417 426		17 959		307 743	2 127 642
TOTAL	2 417 427	-	17 959	-	307 743	2 127 643
Immobilisations corporelles						
Terrains	58 274 118		491 016		175 030	58 590 104
Constructions	136 912 158		1 305 753		444 597	137 773 314
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations corporelles en cours	665 724		201 832	457 194		410 362
TOTAL	195 852 001	-	1 998 602	457 194	619 627	196 773 781
Immobilisations financières						
TIAP*	5 788 114		-			5 788 114
Créances rattachées aux TIAP*	-					-
Fonds de roulement	92 359		13 379		1 590	104 148
Autres immobilisations financières	1 384 254		103 977		1 108 325	379 907
TOTAL	7 264 727	-	117 356	-	1 109 914	6 272 169
TOTAL GENERAL	205 534 155	-	2 133 916	457 194	2 037 284	205 173 593

* titres immobilisés de l'activité du portefeuille

Les immobilisations incorporelles sont exclusivement constituées d'usufruits temporaires de parts de SCPI.

Les immobilisations corporelles sont constituées des immeubles constituant le patrimoine immobilier locatif.

Les immobilisations corporelles en cours sont constituées des indemnités d'immobilisation versées à l'occasion de la signature de promesses de vente en vue d'acquérir des actifs, ainsi que des travaux en cours au 30 juin 2015.

Les immobilisations financières sont constituées :

- de parts de SCPI acquises en pleine propriété (IMMORENTE, SELECTINVEST 1, EFIMMO, BUROBOUTIC, FONCIA PIERRE RENDEMENT, NOVAPIERRE, ACTIPIERRE 2, ATLANTIQUE PIERRE 1, SOFIPIERRE, FICOMA, CIFOCONA 2 et CIFOCONA 3) pour 5 761 349 €,
- d'une participation de 5 % dans le SAS CIMES & Cie pour 26 765 €,
- des divers fonds de roulement constitués auprès des syndicats de copropriété pour 104 148 €,
- des avoirs détenus dans le cadre du contrat de liquidité (actions propres et trésorerie) pour 379 907 €.

▪ *Etat des amortissements et provisions pour dépréciation d'éléments d'actifs au 30 juin 2015*

AMORTISSEMENT <i>en Euros</i>	31/12/2014	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	30/06/2015
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Concession, Brevets				
Autres immobilisations incorporelles	1 295 743	134 605	307 743	1 122 605
TOTAL	1 295 743	134 605	307 743	1 122 605
Immobilisations corporelles				
Constructions	26 040 351	2 233 538	128 882	28 145 008
Autres immobilisations corporelles				
TOTAL	26 040 351	2 233 538	128 882	28 145 008
Immobilisations financières				
TIAP *				
Créances rattachées aux TIAP *				
Fonds de roulement				
Autres immobilisations financières				
TOTAL	-	-	-	-
TOTAL GENERAL	27 336 094	2 368 143	436 624	29 267 613

* titres immobilisés de l'activité du portefeuille

PROVISIONS <i>en Euros</i>	31/12/2014	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	30/06/2015
Provisions pour dépréciations				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles	955 540	9 923	62 152	903 310
Sur immobilisations financières				
Sur créances clients	858 393	242 490	71 608	1 029 275
Sur autres créances	65 739		94	65 645
TOTAL	1 879 672	252 412	133 854	1 998 230

Les provisions sur immobilisations corporelles se décomposent en :

- 103 498 € de dépréciations de composants pour lesquels des travaux de remplacement ou de renouvellement sont identifiés et sont déjà engagés ou vont intervenir sur l'exercice suivant ;
- 799 813 € de dépréciations d'actifs pour lesquels des indices de pertes de valeur ont été identifiés :
 - 386 600 € pour une boutique située rue de Vaugirard à Paris (15^e),
 - 293 841 € pour un magasin de périphérie à Puygouzon (81),
 - 37 637 € pour une boutique 8 rue Saint-Spire à Corbeil (91),
 - 81 734 € pour une boutique à Menton (06).

Les provisions sur créances clients correspondent aux provisions constituées sur clients douteux.

Les provisions sur autres créances portent exclusivement sur une créance relative au solde de la vente de la participation ANTIKHEAU SAS réalisée en décembre 2005. Dans le cadre de cette cession, une partie du prix de vente a été séquestrée en couverture de la garantie d'actifs et de passifs octroyée à l'acheteur et décrite dans les engagements hors bilan. Au 30 juin 2015, seul le montant résiduel non encaissé du séquestre figure à l'actif pour 65 645 €, montant intégralement provisionné compte tenu du risque de recouvrement identifié. Pour mémoire, la plus-value réalisée en 2005 sur cette vente a été de 3 588 830 €, nette de frais et avant impôt.

▪ *Etat des créances au 30 juin 2015*

<i>En euros</i>	Montant Brut	A un an au plus	A plus d'un an
Créance de l'actif immobilisé			
Autres immobilisations financières	104 148		104 148
Créances de l'actif circulant			
Clients	180 472	180 472	
Clients douteux et litigieux	1 445 875	1 445 875	
Autres créances clients (acomptes/charges)	917 836	917 836	
Clients -facture à établir	159 183	159 183	
Etat : Impôt sur les bénéfices		-	
Etat : Taxe sur la valeur ajoutée	56 885	56 885	
Etat : Autres impôts, taxes et versements assimilés	7 968	7 968	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	71 098	71 098	
Produits à recevoir	165 928	165 928	
Charges constatées d'avance	10 681	10 681	
TOTAL	3 120 072	3 015 925	104 148

▪ *Trésorerie*

<i>en Euros</i>	Prix d'achat (= valeur brute comptable)	Provision au 30/06/2015	Valeur nette comptable au 30/06/2015	Prix de revient *	Valorisation au 30/06/2015	Plus value latente	Moins value latente
Sicav Monétaire							
BNPP TRESOR. C 3DEC	4 103		4 103	4 103	4 182	80	
Sous-total	4 103	-	4 103	4 103	4 182	80	-
Certificats de dépôts	750 000	-	750 000				
Actions cotées *	-	-	-				
Instruments de Trésorerie	-	-	-				
Disponibilités	4 801 456	-	4 801 456				
Total trésorerie	5 555 559	-	5 555 559				

* Le prix de revient des actions non cotées intègre des frais d'acquisition

▪ *Capital social*

Au 30 juin 2015, le capital social de SELECTIRENTE s'élève à 23 453 888 euros et se compose de 1 465 868 actions d'une valeur nominale de 16 euros chacune.

▪ *Mouvements sur actions propres*

Dans le cadre du contrat de liquidité, les mouvements sur actions propres du 1^{er} semestre de l'exercice 2015 ont été les suivants :

<i>en Euros</i>	Nombre d'actions	Valeur brute comptable	Provision	Valeur nette comptable	Plus ou moins values réalisées
Actions propres détenues au 31/12/2014	1 519	95 878			35 099
Achats de l'exercice	812	54 603			
Ventes de l'exercice	729	45 498			3 876
Actions propres détenues au 30/06/2015	1 602	104 983		104 983	38 975
Solde espèces (dont vente de DPS)		234 788		234 788	
Total du compte de liquidité		339 771	-	339 771	

SELECTIRENTE a par ailleurs réalisé l'acquisition d'actions propres (hors contrat de liquidité) pour conservation et remise ultérieure à l'échange afin de satisfaire les demandes de conversion des obligations en actions qui se présentent (suite à l'émission d'OCEANE du 17 décembre 2013) :

<i>en Euros</i>	Nombre d'actions	Valeur brute comptable	Provision	Valeur nette comptable	Plus ou moins valeurs réalisées
Actions propres détenues au 31/12/2014	16 645	1 048 359			
Achats de l'exercice					
Transferts de l'exercice	15 983	1 008 224			- 1 295
Actions propres détenues au 30/06/2015	662	40 136		40 136	- 1 295

▪ *Ecart de réévaluation*

En 2007, dans le cadre de l'option pour le régime fiscal des SIIC, SELECTIRENTE a décidé de procéder à une réévaluation comptable des immobilisations corporelles et financières de son bilan. Conformément à l'avis n° 2003-C du 11 juin 2003 du Conseil National de la Comptabilité, l'écart de réévaluation, a été enregistré en capitaux propres, à l'ouverture de l'exercice 2007, pour un montant brut de 23 611 731 € sur lequel a été imputé l'impôt de sortie de 3 895 936 € exigible dans le cadre de l'option pour le régime fiscal SIIC.

Il est par ailleurs précisé que l'écart de réévaluation inscrit dans la réserve de réévaluation non distribuable peut être transféré dans un poste de réserves distribuables lors de la cession de l'actif immobilier qui a généré cet écart, ainsi que chaque année pour la quote-part des amortissements correspondant à l'écart de réévaluation.

Conformément à la résolution adoptée lors de l'Assemblée générale du 27 mai 2015, une quote-part de l'écart de réévaluation a été transféré à un poste de réserves distribuables pour 938 774 €. Au 30 juin 2015, le solde de ce poste s'élève à 5 645 371 €.

▪ *Provisions pour risques et charges*

PROVISIONS <i>en Euros</i>	31/12/2014	Augmentation Dotations	Diminution Reprises	30/06/2015
Provisions pour risques et charges				
Provisions pour gros entretien	317 635	47 202	62 724	302 113
Autres provisions pour risques et charges	60 000			60 000
TOTAL	377 635	47 202	62 724	362 113

Les provisions pour gros entretien correspondent à un plan pluriannuel de travaux de ravalement spécifiques aux actifs commerciaux de centre-ville.

Les autres provisions pour risques et charges (60 000 €) correspondent à une provision constituée en 2007 pour faire face au risque encouru dans une procédure engagée par un locataire ayant subi des troubles d'exploitation ; cette procédure est toujours en cours.

▪ *Etat des dettes au 30 juin 2015*

<i>En euros</i>	Montant brut	A un an au plus	de 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Dettes financières sur obligations convertibles	14 216 752	228 291		13 988 461
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes/ établissements de crédits				
- à 2 ans maximum à l'origine	288 091	288 091		
- à plus de 2 ans à l'origine	94 647 704	8 182 324	35 555 819	50 909 561
Dettes financières diverses (dépôt de garantie des locataires)	3 228 018			3 228 018
Fournisseurs et comptes rattachés	348 630	348 630		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité Sociale et organismes sociaux				
Etat : Impôt sur les bénéfices		-		
Etat : Taxe sur la valeur ajoutée	312 324	312 324		
Etat : Obligations cautionnées				
Etat : Autres impôts et taxes	31 290	31 290		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres dettes	1 967 704	1 967 704		
Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAL	115 040 512	11 358 654	35 555 819	68 126 040

III - Notes sur le compte de résultat

▪ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires de SELECTIRENTE au 30 juin 2015 s'établit à 7 130 483 €. Outre les loyers, il intègre des dividendes perçus au titre des parts de SCPI détenues en pleine propriété et des usufruits de parts de SCPI à hauteur de 334 615 €, soit 4,7 %. Le chiffre d'affaires de SELECTIRENTE est réalisé en France à 96,6 % et pour le solde en Belgique.

• Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel du semestre ressort à - 172 034 € et est constitué par :

- des frais liés aux refinancements réalisés sur le semestre :	- 144 404 €
- le résultat de cession des actifs immobiliers :	- 14 632 €
- des indemnités de remboursement anticipé d'emprunt dans le cadre d'arbitrages :	- 13 795 €
- des boni / mali sur les rachats / transferts d'actions propres :	+ 2 581 €
- des dotations nettes aux provisions pour dépréciations de composants (travaux identifiés) :	- 1 784 €

▪ Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

<i>en euros</i>	Résultat comptable avant impôt	Base fiscale	Impôt dû	Résultat net
Courant				
- exonéré / soumis à obligation de distribution de 95%	1 659 212			1 659 212
- non exonéré	- 4 689	- 44 838	-	4 689
Exceptionnel				
- exonéré / soumis à obligation de distribution de 60%				-
- exonéré / soumis à obligation de distribution de 95%	- 14 632		-	14 632
- non exonéré	- 152 199		-	152 199
TOTAL	1 487 692	- 44 838	-	1 487 692

IV - Engagements hors bilan et autres informations

▪ Promesses signées

Au 30 juin 2015, les engagements d'achats portent sur treize murs de commerce de centre-ville (rue des Petits Champs à Paris 1er, rue du Faubourg Saint Antoine à Paris 12e, avenue Georges V à Paris 8e, à Angers (49), Toulouse (31), Thonon (74), Saintes (17) et Vendôme (41)) pour un prix de revient global de 11,3 M€.

Une promesse était par ailleurs signée au 30 juin 2015 en vue de vendre l'actif de Saran (45), détenu en indivision avec la SCPI IMMORRENTE, pour un prix net vendeur de 742 K€ (quote-part de SELECTIRENTE).

▪ Garanties et hypothèques

Selon les termes des contrats de prêt conclus avec la BECM (Groupe Crédit Mutuel), BNP Paribas, le Crédit Agricole Ile de France, le Crédit du Nord, le Crédit Foncier de France, la Société Générale, OSEO, et HSBC, il a été consenti des sûretés réelles (hypothèque ou privilège de prêteur de deniers) sur les biens financés. Au

30 juin 2015, seuls les biens immobiliers suivants ne sont grevés d'aucune hypothèque ou privilège de prêteur de deniers : lotissement des Cents Arpents à Saran (45), 11-13 avenue de Paris à Caen (14), 244 avenue Denis Cordonnier à Douai (59), une moyenne surface de périphérie à Villabé (91).

Selon les termes d'un contrat conclu avec la banque Palatine, 738 parts de la SCPI EFIMMO1, 1 294 parts de la SCPI SOFPIERRE, 3 773 parts de SCPI IMMORENTE, 1 465 parts de la SCPI BUROBOUTIC, 1 200 parts de la SCPI FONCIA PIERRE RENDEMENT et 2 530 parts de la SCPI NOVAPIERRE ont été nanties.

▪ *Garanties d'actifs et de passifs*

Dans le cadre de la cession de sa participation dans ANTIKEHAU intervenue en 2005, SELECTIRENTE a octroyé au cessionnaire une garantie d'actifs et de passifs plafonnée à la somme de 472 222 € et arrivée à échéance le 31 décembre 2009. En couverture de cette garantie SELECTIRENTE a signé une convention de séquestre au terme de laquelle il a été prélevé la somme de 472 222 € sur le prix de vente. Ce séquestre a été partiellement remboursé au cours des exercices 2006, 2009, 2011 et 2013. Son solde s'élève à 65 645 € au 30 juin 2015. Compte tenu des procédures en cours, la créance de séquestre est provisionnée intégralement.

▪ *Instruments financiers dérivés*

SELECTIRENTE couvre une partie de sa dette bancaire à taux variable par des contrats de swap parfaitement adossés à des emprunts et présentant les caractéristiques suivantes :

Nominal	Notionnel résiduel au 30/06/2015	Durée	Taux payé	Taux reçu
2 000 000 € in fine	2 000 000 €	7 ans du 12/12/11 au 12/12/18	2,16%	Euribor 3 mois
6 120 000 € amortissable	2 040 081 €	13 ans du 31/01/06 au 31/01/19	3,41%	Euribor 3 mois
2 600 000 € amortissable	689 056 €	12 ans du 04/01/06 au 04/01/18	3,37%	Euribor 3 mois
830 000 € amortissable	359 667 €	15 ans du 10/10/06 au 10/10/21	4,00%	Euribor 3 mois
1 200 000 € amortissable	520 000 €	15 ans du 25/10/06 au 25/10/21	4,07%	Euribor 3 mois

SELECTIRENTE a par ailleurs souscrit le 12 décembre 2007 un emprunt à taux variable d'un montant nominal de 1 500 000 €, amortissable sur 15 ans, intégrant une couverture propre. Le taux de l'emprunt (Euribor 3 mois + 0,685 %) est en effet contractuellement plafonné à 5,29 % (taux de départ) avec un plancher à 4,29 %.

SELECTIRENTE a par ailleurs souscrit en octobre 2014 deux caps de taux visant à se couvrir contre une forte hausse des taux d'intérêts (taux plafond de 2% sur l'Euribor 3 mois) : l'un portant sur un nominal de 3 000 000 € d'une durée de 3 ans à compter du 01/01/2015, et l'autre portant sur un nominal de 1 500 000 € d'une durée de 3 ans à compter du 01/01/2016.

▪ *Autres engagements*

Dans le cadre de l'avenant à la convention de délégation de gestion entre la Société et SOFIDY signé le 2 août 2006, la Société s'est engagée à verser une indemnité en cas de résiliation à son initiative dont le montant est dégressif dans le temps. Au 30 juin 2015, cet engagement correspond à 38 % du montant d'une année de commissions d'investissement et 75 % d'une année de commissions de gestion.

▪ *Etat des dettes et créances avec les parties liées*

Suivant l'article C. com. L 233-18, aucune entreprise n'étant susceptible d'être incluse par intégration globale dans un même ensemble consolidable que SELECTIRENTE, il n'y a par conséquent aucune entreprise liée. Néanmoins, SOFIDY, Société de Gestion de la foncière peut être considéré comme une partie liée. A titre d'information, les dettes et créances avec les parties liées au 30 juin 2015 se présentent comme suit :

- dette de 153 350 € HT à l'égard de la Société de Gestion au titre de la commission de gestion.

Déclaration des personnes physiques responsables

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes complets pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société, et que le rapport semestriel d'activité figurant en page 3 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Jean-Marc PETER
Directeur Général de SOFIDY S.A.

Jérôme GRUMLER
Président du Directoire de SELECTIRENTE

Rapport du Commissaire aux comptes

Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle 2015 Période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société SELECTIRENTE S.A., relatifs à la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I – Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

II – Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Paris La Défense, le 8 septembre 2015

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.

Régis Chemouny
Associé